

POUR UNE ÉCOLE
QUI PROTÈGE NOS ENFANTS
NOUS VOULONS UNE ÉCOLE
QUI SOIGNE LES ENSEIGNANT·ES

Le gouvernement, par une surenchère de propositions réactionnaires et inefficaces pour l'école (redoublement, groupes de niveaux, uniforme) cherche à masquer le choc que représente pour beaucoup les révélations de la ministre de l'Éducation nationale, Mme Amélie Oudéa-Castera.

Pourtant, l'attitude de la ministre est caractéristique de l'idéologie macronienne : un monde individualiste libéral où les plus aisé-es désertent l'école publique, comme ils désertent l'hôpital au profit de cliniques privées, entretenant un séparatisme à l'opposé d'un projet éducatif émancipateur.

Les réformes promises, notamment au collège, s'adressent aux électeurs et électrices qui, comme Madame la ministre, ont fait le choix du séparatisme scolaire, et ne répondent en rien aux besoins de nos enfants, ni au profond besoin de réforme de notre système scolaire, l'un des plus injustes d'Europe.

Effectif par classe au collège :

 **20,9** élèves par classe

 **25,6** élèves par classe

source : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP).

Les Écologistes, dans les communes, les collectivités et au Parlement, sont engagés au quotidien pour l'école publique et la défense d'un système scolaire juste, qui prenne soin de nos enfants et de leurs enseignant·es.

Face à la crise du recrutement et au manque de moyens pour l'école publique, le gouvernement se limite à arrêter les réductions de postes. Face aux plus de 3 000 enfants contraints de dormir dans la rue, le gouvernement et les préfetures ont mis des semaines à réagir, laissant les collectivités, les collectifs et les enseignants assurer la responsabilité qui leur incombe. Face au manque de formation pratique et technique, le gouvernement fait le choix de l'abandon du lycée professionnel via une réforme qui se pare des mots d'excellence pour mieux le libéraliser et le déconstruire.

Enfin, face aux difficultés générales de rémunération des enseignants, payés en moyenne 20% de moins que leurs collègues des pays de l'OCDE, le gouvernement ne propose rien sinon la contractualisation individuelle par le PACTE, qui ne répond ni aux besoins des élèves ni aux attentes des enseignants.

CE QUE NOUS VOULONS

- LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS PAR CLASSE POUR TENDRE VERS LA MOYENNE EUROPÉENNE
- LA MISE EN PLACE D'UNE DOTATION PROGRESSIVE DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS FIXANT DES OBJECTIFS DE MIXITÉ SOCIALE
- LA FIN DU GEL DU POINT D'INDICE ET LE RATTRAPAGE SALARIAL DES ENSEIGNANT·ES
- UN PLAN PLURIANNUEL DE RECRUTEMENT POUR L'ENSEMBLE DES CONCOURS, AVEC UN DISPOSITIF DE PRÉRECRUTEMENT
- L'ABROGATION DE LA LOI CARLE, ET L'INTERDICTION DES SUBVENTIONS EXTRALÉGALES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES À L'ÉCOLE PRIVÉE
- UNE UNITÉ LOCALISÉE POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (ULIS) DANS CHAQUE ÉTABLISSEMENT ET LA TITULARISATION DE TOUTES LES AESH.

lesecologistes.fr